

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2663

1^{er} octobre 2014

SOMMAIRE

Actalis S.à.r.l.	127784	Meridiam Infrastructure A2 West S.à r.l.	127780
Arapora Finance S.A.	127811	Meridiam Infrastructure A5 S.à r.l.	127781
Argor Engineering S.A.	127783	Meridiam Infrastructure Investments ...	127781
Dorinda Holding S.A.	127823	Meridiam Infrastructure Net	127782
Excalibur I S.A.	127779	Meridiam Infrastructure Projects	127782
"Icasa S.à r.l."	127789	Meridiam Infrastructure Slovakia S.à r.l.	127784
Imtex S.A.	127783	Meridian Group Investments S.à r.l.	127786
Inveskar S.A.	127784	Metroinvest Brooktorkai S.à r.l.	127788
Investrat S.A.	127784	M&G Real Estate Finance 1 Co	127782
ITW Alpha Sàrl	127778	Miedzi Copper (Luxembourg) S.à r.l. ...	127785
Jamand International Sàrl	127785	Mipco S.à r.l.	127783
JCL Capital A.G.	127788	Möbelzentrum S.A.	127780
Jeanval S.à r.l.	127785	Mondo del Caffè S.à r.l.	127788
J.L. Development S.A.	127787	Mondo del Caffè S.à r.l.	127787
Knightrider S.à r.l.	127786	Monier Holdings S.C.A.	127783
Lemanik Sicav	127778	Montecin Luxembourg S.A.	127786
LFP Opportunity Loans	127778	Morgan Stanley Semaine S.à r.l.	127788
Logistis Luxembourg S.A.	127779	München, Alte Akademie I Beteiligung A S.à r.l.	127787
Los Rincones S.A.	127779	München, Alte Akademie I Beteiligung B S.à r.l.	127787
Lowell S.A., SPF	127778	Nels Natursteine S.à r.l.	127824
Loyalteam S.A.	127780	New Pearl S.A.	127785
LSF5 Giga Holdings S.à r.l.	127779	Next Generation Aircraft Finance 2 S.à r.l.	127781
Luxfield Investissement S.A.	127778	Next Generation Aircraft Finance 3 S.à r.l.	127782
Luxma Invest S.A.	127824	Northstar Management Holdings S.à r.l.	127791
Lux Venture Finance SPF, S.A.	127780	O'Key Group S.A.	127823
Lynx Management S.A.	127781	Wadi Ventures Management Company S.à r.l.	127799
Mabledon Kings Cross UK S.à r.l.	127782	Xenon Private Equity VI SCA SICAR ...	127803
Macquarie Strategic Storage Facilities Holdings S.à r.l.	127779		
M. & A. Investors (Luxembourg) S.A.	127781		
Malouvag S.A.,	127786		
Malouvag S.A., SPF	127786		
Mary H S.A.	127823		
Meridiam Infrastructure A2 S.à r.l.	127780		

Lemanik Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8217 Mamer, 41, op Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 44.893.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108652/10.

(140129909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

LFP Opportunity Loans, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 158.123.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108653/10.

(140129099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Lowell S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 56.267.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014108661/11.

(140129248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Luxfield Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 92.740.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014108666/11.

(140130114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

ITW Alpha Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 103.881.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Monique Martins

Gérante

Référence de publication: 2014110606/12.

(140132742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Logistis Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 140.171.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68771 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108657/10.

(140129943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Los Rincones S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 154.642.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014108659/10.

(140129382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

LSF5 Giga Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 119.052.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014108663/11.

(140129476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Macquarie Strategic Storage Facilities Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 141.103.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108677/11.

(140129322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Excalibur I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 175.704.

Les bilan, comptes de pertes et profits et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014109375/12.

(140131369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Loyalteam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 177.607.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014108662/10.

(140130265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Lux Venture Finance SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 32.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUX VENTURE FINANCE SPF S.A.

Référence de publication: 2014108665/10.

(140129914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridiam Infrastructure A2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 138.613.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridiam Infrastructure A2 S.à r.l.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108686/11.

(140129091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridiam Infrastructure A2 West S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 146.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridiam Infrastructure A2 West S.à r.l.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108687/11.

(140129092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Möbelzentrum S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 3.983.500,00.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 7.220.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Un administrateur

Référence de publication: 2014108742/12.

(140130075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Lynx Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 57.753.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014108670/10.

(140130270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

M. & A. Investors (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 81.020.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108672/10.

(140130126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridiam Infrastructure A5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 145.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridiam Infrastructure A5 S.à.r.l.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108688/11.

(140129524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridiam Infrastructure Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 149.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridiam Infrastructure Investments

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108689/11.

(140129089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Next Generation Aircraft Finance 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 131.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

James Bermingham

Manager

Référence de publication: 2014108747/12.

(140129889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

M&G Real Estate Finance 1 Co, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 150.184.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108673/10.

(140129816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Mabledon Kings Cross UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 102.500,00.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 172.367.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108676/10.

(140129471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridian Infrastructure Net, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 161.259.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridian Infrastructure Net

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108690/11.

(140129088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridian Infrastructure Projects, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 164.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridian Infrastructure Projects

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108691/11.

(140129086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Next Generation Aircraft Finance 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 131.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

James Bermingham

Manager

Référence de publication: 2014108748/12.

(140129882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Imtex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 71.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108567/9.

(140129473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Monier Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 148.539.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108703/10.

(140130170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Mipco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 173.625.

EXTRAIT

En date du 23 juillet 2014, l'assemblée générale annuelle des associés a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Peter Robin JOY, en tant que gérant de classe B de la société, est acceptée avec effet immédiat.
- Jack Franklin JOY, ayant son adresse au 705 Westcliffe Apartments, South Wharf Road, Paddington, Londres W2 1JB, Royaume-Uni, est nommé gérant de classe B de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108697/15.

(140130084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Argor Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 76.344.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 25 juillet 2014

Troisième résolution

L'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation et constate que la société a définitivement cessé d'exister.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant la période légale chez Stratego International Sarl, dont l'adresse actuelle est au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée générale confirme que le liquidateur a pris les mesures et réalisé les provisions nécessaires en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers ou actionnaires.

Pour extrait conforme

M. JONCKERS / N. DAVELLI / P. GOFFINET

Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2014122147/20.

(140140692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Inveskar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 35.809.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108575/9.

(140129599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Investrat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 80.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108576/9.

(140129828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Meridiam Infrastructure Slovakia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 146.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Meridiam Infrastructure Slovakia S.à r.l.

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014108692/11.

(140129087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Actalis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 95.969.

DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 26 juin 2014, numéro 2014/1383 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 4 juillet 2014, relation: CAP/2014/2576 de la société à responsabilité limitée "ACTALIS S.à r.l.", avec siège social à L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 95 969, constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 septembre 2003, publié au Mémorial C numéro 1113 du 25 octobre 2003, ce qui suit:

- Madame Fanny LECOMTE, seule associée, a déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 26 juin 2014,

- la société dissoute n'a plus d'activités.

- l'associée a déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'elle assume tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-4760 Pétange, 62, route de Luxembourg.

Bascharage, le 4 août 2014.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2014122117/25.

(140140400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Jamand International Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6182 Gonderange, 14, route d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 137.062.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108600/9.

(140129196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Miedzi Copper (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 158.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Miedzi Copper (Luxembourg) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014108695/11.

(140129408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

New Pearl S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 169.461.

Le bilan de la société à partir de 25/05/2012 (date de constitution de la société) au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014108746/13.

(140129925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Jeanval S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 147.333.

Il est porté à la connaissance de tous:

- que Monsieur Thierry LEGER associé-gérant de la société JEANVAL S.à r.l. (société sise au 24, rue Saint-Mathieu L-2138 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 147.333) détenant 3.099 parts sociales en usufruit et 1 part sociale en pleine propriété, est domicilié à l'adresse suivante et ce avec effet au 8 avril 2014:

45, Chelsea Square

GB - SW3-6 LH LONDRES

- que Monsieur Louis LEGER associé de la société JEANVAL S.à r.l. (société sise au 24, rue Saint-Mathieu L-2138 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 147.333) détenant 3.099 parts sociales en nue-propriété, est domicilié à l'adresse suivante et ce avec effet au 8 avril 2014:

45, Chelsea Square

GB - SW3-6 LH LONDRES

Karl LOUARN

Gérant

Référence de publication: 2014114107/21.

(140133955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Meridian Group Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 17.158,70.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.116.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108693/10.

(140130232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

**Malouvag S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Malouvag S.A., SPF).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 161.124.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108709/10.

(140130129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Montecin Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 161.691.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014108705/11.

(140130276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Knightrider S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.125.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 143.155.

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 26 juin 2014:

Les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

Monsieur Michael Newton a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de la Société en date du 26 juin 2014.

Nomination de Monsieur Szymon Bartosz Bodjanski, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 20 juillet 1977 à Gniezno, Pologne en qualité de gérant avec effet au 26 juin 2014 et pour une durée indéterminée.

Nomination de Madame Andrea Pabst, résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, née le 6 avril 1974 à Gladbeck, Allemagne en qualité de gérant avec effet au 26 juin 2014 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- * M. Jens Hoellermann, gérant
- * M. Karl Heinz Horrer, gérant
- * M. Szymon Bartosz Bodjanski, gérant
- * Mme. Andrea Pabst, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014114124/23.

(140133889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Mondo del Caffè S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle Op der Gleich.

R.C.S. Luxembourg B 92.262.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108700/9.

(140129692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

München, Alte Akademie I Beteiligung A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.432.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Signature

Référence de publication: 2014108730/11.

(140129466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

München, Alte Akademie I Beteiligung B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.434.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Signature

Référence de publication: 2014108731/11.

(140129593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

J.L. Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 139.070.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue extraordinairement en date du lundi 30 juin 2014 que:

Le mandat de l'administrateur unique venant à échéance, l'Assemblée a décidé d'appeler aux fonctions d'Administrateur unique et de réélire la personne suivante:

- Monsieur Jean-Luc DOURSON, docteur en pharmacie, spécialiste en biologie médicale, né le 5 décembre 1969 à Sarreguemines (F), demeurant 73, route de Luxembourg, L-8140 BRIDEL.

Le mandat de l'administrateur unique prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2019,

Le mandat du Commissaire venant à échéance, l'Assemblée a décidé d'appeler au poste de Commissaire et de réélire la personne suivante:

- La société CD-SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur immatriculée auprès du Registre de Commerce des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50564.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2019.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2014117373/23.

(140134655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Metroinvest Brooktorkai S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 164.829.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108694/9.

(140130004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Mondo del Caffè S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle Op der Gleich.

R.C.S. Luxembourg B 92.262.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108699/9.

(140129691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Morgan Stanley Semaine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.788.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Morgan Stanley Semaine S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014108706/11.

(140129463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

JCL Capital A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 167.246.

Ordentliche Hauptversammlung vom 22. Juli 2014

Alle Aktionäre bestätigen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen einberufen gewesen zu sein und trafen auf einer ordentlichen Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

1) Nach der Kündigung des Gesellschaftssitzes am 24. Dezember 2013, beschließen die Gesellschafter erneut den Gesellschaftssitz in 7, rue Portland, L-4281 Esch-sur-Alzette zu verlegen mit Wirkung zum 16 Juli 2014.

2) Annahme der Ernennung von Herrn Luc Schmitt, geboren am 12. September 1977 in Luxemburg, mit Berufanschrift in L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland als Verwaltungsrat. Das Mandat endet mit der Generalversammlung die über die Bilanz 2019 befindet.

3) Annahme der Ernennung von Herrn Guy Schroeder, geboren am 20. August 1968 in Esch-sur-Alzette, mit Berufanschrift in L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland als Verwaltungsrat. Das Mandat endet mit der Generalversammlung die über die Bilanz 2019 befindet.

4) Annahme der Ernennung von Herrn Jurys Tomasz, geboren am 30. Juni 1976 in Trzcianka, mit Berufanschrift in L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland als Verwaltungsrat. Das Mandat endet mit der Generalversammlung die über die Bilanz 2019 befindet.

5) Annahme der Ernennung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „LG Management S.à r.l.“ mit Sitz in L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland eingetragen im Firmen-und Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 156 639 als Rechnungsprüfer. Das Mandat endet mit der Generalversammlung die über die Bilanz 2019 befindet.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014114105/25.

(140133403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

"Icasa S.à r.l.", Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 189.068.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatrième jour du mois de juillet;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Giuseppe DAMATO, salarié, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 17 mars 1967, demeurant à L-3397 Roeser, 41, rue d'Alzingen;

2) Madame Marie Jeanne FARENZENA, épouse DAXHELET, retraitée, née à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 juin 1942, demeurant à L-3412 Dudelange, 41, Rue Grand Duc Adolphe; et

3) Madame Marie-Louise GUARNIERI, veuve BELACCHI LIVI, retraitée, née à Ottange (France), le 11 décembre 1943 demeurant à L-5619 Mondorf-les-Bains, 15, rue John Grün.

Tous sont ici représentés par Monsieur Gilles VOGEL, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les parties ci-avant désignées et toutes personnes, physiques ou morales, qui pourront devenir associés dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a comme objet l'exploitation d'une agence immobilière, toutes activités liées à la promotion immobilière ainsi que toutes activités de syndic de copropriété et d'administrateur de biens.

La Société a également comme objet toutes les activités liées à l'exploitation d'une agence d'affaires, notamment toutes activités de représentation commerciale.

Enfin, la Société aura comme objet l'exploitation d'une agence d'assurance par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs personnes physiques dûment agréées.

La Société pourra effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales industrielles et financières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La Société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de..iCasa S.à r.l....

Art. 5. Le siège social est établi à Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés. La Société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays ou à l'étranger.

Art. 6. Le capital est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs et pour cause de morts à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, lesquels représentent la société soit individuellement, soit conjointement. Leurs pouvoirs seront fixés par l'assemblée générale des associés. Ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'elle possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés qui peuvent le reporter à nouveau ou le distribuer.

Art. 16. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales et ses amendements successifs se trouvent remplies.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Giuseppe DAMATO, pré-qualifié, trente-six parts sociales,	36
2) Madame Marie Jeanne FARENZENA, épouse DAXHELET, préqualifiée, trente-deux parts sociales,	32
3) Madame Marie-Louise GUARNIERI, veuve BELACCHI LIVI, préqualifiée, trente-deux parts sociales,	32
Total: cent parts sociales,	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est établie à L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Giuseppe DAMATO, salarié, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 17 mars 1967, demeurant à L-3397 Roeser, 41, rue d'Alzingen, gérant pour les activités de promoteur immobilier, d'agent immobilier et de commerce. Le mandat est exercé à titre gratuit.

Monsieur Michel Nazzareno BELACCHI LIVI, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 4 octobre 1966, demeurant à L-8041 Bertrange, 228, rue des Romains, gérant pour les activités d'agence d'assurances. Le mandat est exercé à titre gratuit.

Monsieur Daniel DAXHELET, né à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 octobre 1967, demeurant à L-3429 Dudelange, 178, Route de Burange, gérant pour les activités de syndic de copropriété et d'administrateur de biens. Le mandat est exercé à titre gratuit.

3. La Société sera valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant et ceci pour le domaine pour lequel chaque gérant est compétent.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. VOGEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2014. LAC/2014/31756. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120959/131.

(140138999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Northstar Management Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 189.016.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"Avega S.à r.l.", a limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500, with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123099,

here represented by Liridon ELSHANI, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given to him in Luxembourg, on July 17th, 2014.

Said proxy shall be signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such proxy holder, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which the prenamed party declared to form:

Title I. - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Northstar Management Holdings S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind,

and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object, including investments in the real estate sector.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand British Pounds (12,000.- GBP) divided into one million two hundred thousand (1,200,000) shares with a par value of one Pence (0.01 GBP) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by a sole manager or a board of managers appointed as a collegiate body by the general meeting of shareholders. The sole manager or the members of the board of managers may but need not be shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be. Vis-à-vis third parties the sole manager or the board of managers as the case may be, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relating to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

The board of managers may elect a chairman and one or more vice chairman.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board of managers by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Meetings of the board of managers shall be called by the chairman of the board of managers or any one board member. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the notice period may be shortened and the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted if all members of the board of managers are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. Such notice may also be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication either before or after the meeting. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented. Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the members of the board of managers of the Company (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the signature of any one manager or as decided by the board of managers.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one manager or as may be resolved by the board of managers at the relevant meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one manager, or as may be resolved at the relevant meeting or a subsequent meeting.

The Company will be bound, in case of single manager, by the signature of the sole manager, and in case of plurality of manager, by the single signature of any manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager, by the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on second Tuesday of the month of June at 11:00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party subscribed and entirely paid-up one million two hundred thousand (1,200,000) shares as follows:

Subscriber	number of shares
Avega S.à r.l.	<u>1,200,000</u>
Total:	1,200,000

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand British Pounds (12,000.- GBP) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31st December 2014.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred Euro (1,400.-).

The amount of twelve thousand British Pounds (GBP 12,000.-) is evaluated at fifteen thousand one hundred seventy-two Euro and fifty-nine cent (EUR 15,172.59).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed sole shareholder took the following resolutions:

- 1) The number of managers is fixed at two (2).
- 2) Are appointed as managers for an unlimited period of time:
 - a. Stefan LAMBERT, born in Trier (Germany) on 8 January 1964, with professional address at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg;
 - b. Dr Wolfgang ZETTEL, born in Constance (Germany), on 15 November 1962 and with professional address at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.
- 3) The Company shall have its registered office at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the representative of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huit juillet

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à SANEM Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

«Avega S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12,500 avec siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B123099,

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire soussigné de dresser ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée a déclaré constituer:

Titre 1^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Northstar Management Holdings S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris vers le haut et sur le coté), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières ainsi que toutes transactions en relation avec des biens mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent, ce qui comprend l'investissement dans le secteur immobilier.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique et financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille livre britannique (12.000.- GBP) divisé en un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un pence (0,01 GBP) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible est distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément donné par les associés représentant au moins soixante-quinze pourcent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un gérant unique ou un conseil de gérance nommé en tant qu'organe collégial par l'assemblée générale des associés. Le gérant unique ou les membres du conseil de gérance peut/peuvent ou non être associé(s).

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous actes de disposition et d'administration en relation avec les objets de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant. Vis-à-vis des tiers le gérant unique ou le conseil de gérance le cas échéant, a les pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et de faire, d'autoriser et d'approuver tous les actes et opérations relatives à la Société non réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou tels qu'ils peuvent être prévus dans les statuts.

Le conseil de gérance peut élire un président et un ou plusieurs vice-président(s).

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le président du conseil de gérance ou un membre du conseil. Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la durée de l'avis peut être raccourci et la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra également être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire soit avant ou après ladite réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins une majorité des gérants et présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des membres du conseil de gérance de la Société (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature d'un gérant ou tel qu'il est décidé par le conseil de gérance.

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par un gérant ou tel qu'il peut en être décidé par le conseil de gérance lors de la réunion. Les copies ou extraits de tels procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par un gérant, ou tel qu'il peut en être décidé lors de la réunion ou lors d'une réunion ultérieure.

La Société sera engagée en cas de gérant unique, par la signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature unique d'un des gérants. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute personne ou de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique, par le conseil de gérance ou par deux gérants (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant: (i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction; (ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter à toute assemblée des associés par un mandataire spécial.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution circulaire valable (le cas échéant) représente l'entière des associés de la Société.

Les assemblées sont convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'entière du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société doivent être prises par les Associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment et aussi longtemps que la Société compte plus de 25 associés l'assemblée générale annuelle sera tenue le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 11:00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le jour ouvrable suivant.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision de l'assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par une décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Au cas où la Société est dissoute, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales
Avega S.à r.l.	1,200,000
Total:	1,200,000

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées par paiement en numéraire de sorte que la somme de douze mille livre britannique (12.000.- GBP) est à la disposition de la Société. Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille quatre cents euros (EUR1.400,-).

La somme de douze mille livre britannique (12.000.- GBP) est évaluée à la somme de quinze mille cent soixante-douze euros et cinquante-neuf (EUR 15.172,59).

Résolutions de l'associé unique

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé unique prénommé a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de gérants est fixé à deux (2).

2) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

a. Stefan LAMBERT, né à Trèves (Allemagne), le 8 janvier 1964, avec adresse professionnelle au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg;

b. Dr. Wolfgang ZETTEL, né à Constance (Allemagne), le 15 novembre 1962, avec adresse professionnelle au 61 rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3) Le siège social de la société est établi au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du représentant de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande du même représentant il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au représentant de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ladite personne a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 juillet 2014. LAC/2014/35171. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118637/427.

(140136652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Wadi Ventures Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 8, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 170.798.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

for an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of WADI VENTURES MANAGEMENT COMPANY S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 8, avenue de la Faïencerie L-1510 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 170.798 (the Company), which has been incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on August 1st, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2324, dated on September 18th, 2012, whose articles of association have been amended for the last time pursuant a deed of the undersigned notary on May 10th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1610, dated on July 5th, 2013 (the Articles).

1. Jonathan Pacifici & Parnters Ltd., a company incorporated and existing under the laws of Israel, registered with the Register of Jerusalem under number 513847806 and with registered office at 16/3, Benjamin Mitudela St., IL-92306 Jerusalem (Israel);

2. SDB Srl, a company incorporated and existing under the laws of Italy, registered with the Trade and Companies Register in Milan under number MI/1979652 and with registered office at Via Canova 8, I-20145 Milan (Italy);

3. Mr Marco CARRAI, manager, born in Florence (Italy) on March 16th, 1975, and residing at Via Salvador Allende 23, I-50022 Greve in Chianti (Italy);

4. Mr Gianpaolo MOSCATI, manager, born in Cascina (Italy) on November 28th, 1945, and residing at Via Mazzini 18, I-50012 Antella (Italy);

5. Mr Renato Attanasio SICA, manager, born in Kingston, Ontario (Canada) on August 30th, 1963, and residing at Via Etruria 44, I-00183 Rome (Italy);

6. FB GROUP SRL, a company incorporated and existing under the laws of Italy, registered with the Trade and Companies Register of Modena (Italy) under number REA 325310 and having its registered office at 1, Via Lenin, I-41012 Carpi (MO) (Italy); and

7. Mr Pier Luigi CURCURUTO, manager, born in Arezzo (Italy) on April 5th, 1950 and residing at 21, Corso Massimo d'Azeglio, I-10126 Torin (Italy).

Hereinafter the appearing parties are together referred to as the ("Shareholders").

All the Shareholders are here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of seven powers of attorneys given under private seal.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. Currently, Jonathan Pacifici & Partners Ltd. holds fifty (50) shares, SDB Srl holds fifty (50) shares, Mr Marco CARRAI holds fifty (50) shares, Mr Gianpaolo MOSCATI holds fifty (50) shares, Mr Renato Attanasio SICA holds fifty (50) shares, FB GROUP SRL holds fifty (50) shares and Mr Pier Luigi CURCURUTO holds fifty (50) shares, in the share capital of the Company;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of two thousand and five hundred euro (EUR 2,500.-) in order to bring the Company's share capital from its present amount of seventeen thousand five hundred euro (EUR 17,500.-) to twenty thousand euro (EUR 20,000.-) by the issuance of fifty (50) new shares with a par value of fifty euro (EUR 50.-) each.

2. Subscription and payment of the share capital increase specified in item 1. above by the payment of one new Shareholder, namely the company "Leading Edge Ltd", by a contribution in cash of an amount of two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-) and renunciation of the actual Shareholders to their subscription rights.

3. Subsequent amendment to article 5 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 1. above.

4. Miscellaneous.

III. The Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of two thousand and five hundred euro (EUR 2,500.-) in order to bring the Company's share capital from its present amount of seventeen thousand five hundred euro (EUR 17,500.-) to twenty thousand euro (EUR 20,000.-) by the issuance of fifty (50) new shares with a par value of fifty euro (EUR 50.-) each.

Second resolution

The Shareholders resolve to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Intervention - Renouncement - Subscription - Payment

All the actual Shareholders expressly renounced to their subscription rights.

There then appeared:

Leading Edge Ltd, a private company incorporated and existing under the laws of Israel, registered with the Trade and Companies Register of Israel under number 512918665 and having its registered office at 19, Hanarkis Street, Mevasseret Tzion PC 9080500 (Israel),

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

who declares to subscribe to fifty (50) shares and to pay them up fully in cash, at its par value of fifty euro (EUR 50) each, so that the total amount of two thousand five hundred euro (EUR 2,500) is at the disposal of the Company.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The notary has been given evidence of the contribution in cash of an aggregate amount of two thousand five hundred euro (EUR 2,500), under the form of a blocking certificate.

The Shareholders resolve to record that the shareholding of the Company is, further to the capital increase, from now on as follows:

SHAREHOLDERS	NUMBER OF SHARES
Jonathan Pacifici & Partners Ltd.	50 (fifty)
SDB Srl	50 (fifty)
Mr Marco CARRAI	50 (fifty)
Mr Gianpaolo MOSCATI	50 (fifty)
Mr Renato Attanasio SICA	50 (fifty)
FB GROUP SRL	50 (fifty)
Mr Pier Luigi CURCURUTO	50 (fifty)
Leading Edge Ltd	50 (fifty)
Total:	<u>400 (four hundred)</u>

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the shareholders resolve to amend article 5 of the Articles, which will henceforth have the following wording:

" Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty thousand euro (EUR 20,000.-), represented by four hundred (400) shares, having a nominal value of fifty euro (EUR 50) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for amending these Articles.”

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300).

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, such person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze le vingt-deux juillet.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

pour une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de WADI VENTURES MANAGEMENT COMPANY S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 8, avenue de la Faiencerie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.798 (la Société), constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 1^{er} août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2324, en date du 18 septembre 2012, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1610, en date du 5 juillet 2013 (les Statuts):

1. Jonathan Pacifici & Partners Ltd., une société de droit israélien, immatriculée auprès du Registre de Jérusalem sous le numéro 513847806 et ayant son siège social au 16/3, Benjamin Mitudela St., IL-92306 Jerusalem (Israël);

2. SDB Srl, une société de droit italien, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Milan sous le numéro MI/1979652 et ayant son siège social au Via Canova 8, I-20145 Milan (Italie);

3. Monsieur Marco CARRAI, Manager, né à Florence (Italie) le 16 mars 1975, demeurant au Via Salvador Allende 23, I-50022 Greve in Chianti (Italie);

4. Monsieur Gianpaolo MOSCATI, Manager, né à Cascina (Italie), le 28 novembre 1945, demeurant au Via Mazzini 18, I-50012 Antella (Italie);

5. Monsieur Renato Attanasio SICA, Manager, né à Kingston, Ontario (Canada) le 30 août 1963, demeurant au Via Etruria 44, I-00183 Rome (Italie);

6. FB GROUP SRL, une société de droit italien, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Modena (Italie), sous le numéro REA 325310 et ayant son siège social au 1, Via Lenin, I-41012 Carpi (MO) (Italie); et

7. Monsieur Pier Luigi CURCURUTO, manager, né à Arezzo (Italie) le 5 avril 1950 et demeurant au 21, Corso Massimo d'Azeglio, I-10126 Torino (Italie),

Ensemble, il sera fait référence aux parties comparantes en tant que les («Associés»).

Tous sont ici représentés par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle, en vertu sept procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Actuellement, Jonathan Pacifici & Partners Ltd. détient cinquante (50) parts sociales, SDB Srl détient cinquante (50) parts sociales, Monsieur Marco CARRAI détient cinquante (50) parts sociales, Monsieur Gianpaolo MOSCATI détient cinquante (50) parts sociales, Monsieur Renato Attansio SICA détient cinquante (50) parts sociales, FB GROUP SRL détient cinquante (50) parts sociales et Mr Pier Luigi CURCURUTO détient cinquante (50) parts sociales dans le capital social de la Société;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-) afin de porter le capital social de son montant actuel de dix-sept mille cinq cents euros (EUR 17.500,-) à vingt mille euros (EUR 20.000,-) par l'émission de cinquante (50) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cinquante euros (50.- EUR) chacune;

2. Souscription et paiement de l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus par des versements en espèces par un nouvel associé, à savoir la société «Leading Edge Ltd.» d'un montant de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500.) et renonciation des associés actuels à leur droit de souscription;

3. Modification subséquente de l'article 5 des Statuts afin de refléter l'augmentation du capital social adoptée au point 1. ci-dessus;

4. Divers.

IV. Les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-) afin de porter le capital social de son montant actuel de dix-sept mille cinq cents euros (EUR 17.500,-) à vingt mille euros (EUR 20.000,-) par l'émission de cinquante (50) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cinquante euros (50,- EUR) chacune.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'accepter et d'acter la souscription et la libération de l'augmentation de capital comme suit:

Intervention - Renonciation - Souscription - Libération

Tous les Associés actuels renoncent expressément à leur droit de souscription.

Est ensuite intervenu aux présentes:

Leading Edge Ltd., une société de droit israélien, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de d'Israël sous le numéro 512918665 et ayant son siège social au 19, Hanarkis Street, Mevasseret Zion PC 9080500 (Israël), ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

qui déclare souscrire à cinquante (50) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante euros (50,- EUR) chacune; le montant a été entièrement libérés en espèces, de sorte que le montant total de deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société;

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La preuve de l'apport en espèces d'un montant total de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-) a été donnée au notaire sous forme d'un certificat de blocage.

Les Associés décident d'enregistrer que les parts sociales dans la Société seront, suivant la présente augmentation de capital, désormais détenues comme suit:

ASSOCIÉS	NOMBRE DE PARTS SOCIALES
Jonathan Pacifici & Partners Ltd.	50 (cinquante)
SDB Srl	50 (cinquante)
Monsieur Marco CARRAI	50 (cinquante)
Monsieur Gianpaolo MOSCATI	50 (cinquante)
Monsieur Renato Attanasio SICA	50 (cinquante)
FB GROUP SRL	50 (cinquante)
Monsieur Pier Luigi CURCURUTO	50 (cinquante)
Leading Edge Ltd	50 (cinquante)
Total:	400 (quatre cents)

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, les associés actuels décident de modifier l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille euros (EUR 20.000,-), représenté par quatre (400) parts sociales, ayant une valeur nominale de cinquante euros (50,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés, statuant comme en matière de modification des statuts.»

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en rapport avec la présente augmentation de capital est d'environ mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu à la personne comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35174. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120426/220.

(140138175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Xenon Private Equity VI SCA SICAR, Société en commandite par actions qualifiée de Société d'Investissement à Capital Variable - Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 189.035.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of July.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Xenon Private Equity, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B185230;

here represented by M. Michael CLARKE, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

2) XI S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B146984

here represented by M. Michael CLARKE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been initialed and signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they declare to establish as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed among Xenon Private Equity S.à.r.l., the manager of the Company (the Managing Shareholder - actionnaire commandité) and the holders of various classes of ordinary shares (the Limited Shareholders -actionnaires commanditaires), and collectively with the Managing Shareholder, the Shareholders), a société en commandite par actions with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name "Xenon Private Equity VI SCA SICAR" (the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the SICAR Law, the Companies Act, as well as by the Articles of Association and the PPM.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established at Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Managing Shareholder. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles of Association.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Managing Shareholder. Where the Managing Shareholder determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in its sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease

of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the meaning of article 1 of the SICAR Law and CSSF Circular 06/241 as more specifically defined and described in the PPM.

3.2 The Company may also invest in any participation, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever carrying a risk capital feature and the administration, management, control and development of such participations.

3.3 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to its participations in companies and/or enterprises, including the administration, management, control, development, optimization and realization of such participations as an investor in such participations, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose as stated herein, to the extent permitted under the SICAR Law.

3.4 The Company may grant loans, advances or guarantees to direct and indirect subsidiaries for the accomplishment of its purpose.

3.5 The Company can generally perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for 10 years, which may be extended by up to 2 additional one year periods, at the discretion of the Managing Shareholder, in accordance with a resolution of the Investor Committee, to provide for the orderly realisation of Investments.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the Shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles of Association.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting any of the Shareholders. In case of death, incapacity or inability of the Managing Shareholder, article 112 of the Companies Act shall apply.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The capital of the Company is variable and shall be represented by Shares with no nominal value. The minimum subscribed share capital of the Company, increased by the share premium if any, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company was authorised as a "société d'investissement en capital à risque" or "SICAR" under the SICAR Law, shall be EUR 1,000,000.- (one million Euro).

5.3 The share capital is composed of 1 (one) management share, Class A Shares and Class B Shares with rights and obligations as set forth in the Articles of Association and the PPM. The initial share capital of the Company upon incorporation amounts to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into 1 (one) management share and 30,999 (thirty thousand nine hundred ninety-nine) ordinary shares with no par value.

5.4 The Class A Shares in the Company may only be subscribed for by Well-Informed Investors. In the event a Shareholder ceases to be a Well-Informed Investor under the SICAR Law, the Managing Shareholder shall be entitled to compulsorily redeem the Shares of such Shareholder at a price determined by the Managing Shareholder.

5.5 Each Shareholder shall have signed an agreement recording its Commitment irrevocably committing to make all subscriptions and payments for the entire Commitment, unless otherwise decided by the General Partner but ensuring that all Shareholders are treated equally in this regard.

5.6 The Company, after receiving SICAR authorisation, qualifies as a financial institution within the meaning of the Luxembourg anti-money laundering legislation. The Company's administrative agent shall be entrusted by the Managing Shareholder to apply all applicable measures in order to prevent money laundering and terrorist financing as well as in order to comply with insider regulations. Such measure shall include, in particular, the introduction of necessary KYC checks and anti-money laundering procedures for the Company.

Art. 6. Increase and Reduction of share capital. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Managing Shareholder of the Company in accordance with the PPM.

Art. 7. Shares. Issuance and Default.

7.1 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives) will be immaterial and delivered to the Shareholders in the form of a material certificate only at their request.

7.2 A Shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Companies Act and may be examined by each Shareholder who so requests.

7.3 Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the Shareholders' register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

7.4 Each Share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence, subject to the terms of the Private Placement Memorandum.

7.5 Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

7.6 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the SICAR Law.

7.7 The Company shall issue Shares to the Shareholders in such number as provided in the drawdown notices issued by the Managing Shareholder in relation to the Shareholders' Commitments pursuant to Article 5.5 not less than 10 Business Days prior to the due date so that amounts drawn under each notice shall constitute the consideration payable for the new Shares to be issued by the Company. The Shares will be fully paid up.

7.8 If a Shareholder fails to pay the amount which is the subject of a drawdown notice on or before the date of expiry of such drawdown notice, such Shareholder shall be a "Defaulting Shareholder" and the Managing Shareholder will, at any time thereafter, give notice to such Defaulting Shareholder (the "Default Notification"). The rights of the Managing Shareholder following a Shareholder becoming a Defaulting Shareholder are set out in the PPM.

Art. 8. Share transfers. Any transfer of Shares shall be subject to the terms of the PPM.

III. Management - Representation

Art. 9. Management of the Company.

9.1 The Company shall be managed by the Managing Shareholder. Subject to the provisions of Article 9.8 below, Xenon Private Equity S.à.r.l. is and shall remain the Managing Shareholder for the duration of the Company.

9.2 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles of Association to the Shareholders fall within the competence of the Managing Shareholder, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

9.3 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the Managing Shareholder.

9.4 The Managing Shareholder is authorised to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more officers, or other agents who may but are not required to be Shareholders, acting individually or jointly.

9.5 The Company shall be bound towards third parties by the signature of the Managing Shareholder or by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with Articles 9.3 and 9.4 of these Articles of Association and within the limits of such power.

9.6 Subject to the provisions of Article 9.8 below, no contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the Managing Shareholder or any officers of the Company has an interest in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

9.7 After the second anniversary of the Final Closing Date or if earlier from the date when 50% (fifty per cent) or more of the aggregate Commitments have been invested in Portfolio Companies, the Managing Shareholder may be removed by Shareholders holding at least 75% (seventy five per cent) of the aggregate Commitments, by resolution at a meeting convened in accordance with the PPM, provided that such removal has been approved by the written consent of Shareholders who hold Commitments which in aggregate equal or exceed 75% (seventy five per cent) of the aggregate Commitments. Further, the Managing Shareholder may be removed at any time for cause (as more specifically defined and described in the PPM) by the written consent of Shareholders who hold Commitments which in aggregate equal or exceed 50% (fifty per cent) of the aggregate Commitments. Furthermore, the appointment of any replacement Managing Shareholder shall require the prior approval by the CSSF. Notwithstanding Article 11.2 below, the Managing Shareholder shall not hold a veto right on any resolution with respect to its removal.

9.8 Potential Conflicts of Interest

The Managing Shareholder recognises that there may be situations where conflicts of interest arise and intend to avoid or mitigate such situations during the life of the Company. Where this is not possible, conflicts of interest shall be managed fairly, openly, honestly and with integrity.

Conflicts of interest will be diligently identified and disclosed to the parties concerned. The board of managers of the Managing Shareholder is responsible to supervise possible conflicts of interest that may exist. Conflicts of interest shall be subject to the approval of the board and no transaction which is or could be considered to be a conflict of interest will proceed without such consent. Potential or actual conflicts of interest may furthermore be identified by the Shareholders. Shareholders may furthermore notify the Managing Shareholder of any such potential conflict matters.

Board meetings shall be held when deemed appropriate for the proper handling of any conflicts brought to its attention. On any matter involving a potential or actual conflict of interest, the board shall be guided by its good faith judgment as

to the best interests of all parties involved and shall take such actions as are determined by it, as the case may be, to be necessary or appropriate to ameliorate such conflicts of interest.

In case of a potential conflict situation, the board will make a sound and reasonable assessment of the situation taking into account all relevant facts and circumstances. If it is decided that the matter at hand does not represent a conflict of interest situation, the board will approve to continue with the respective transaction provided that it does not act in contravention of any decision or advice of the Investor Committee. If it is decided that the matter does present a (potential) conflict of interest situation, the Managing Shareholder shall fully disclose and refer any (potential) conflict of interest to the Company's general meeting for its binding determination.

Conflicts of interest will in any case be dealt with in accordance with article 7a of the SICAR Law and regulations from the CSSF.

Art. 10. Liability.

10.1 To the extent permissible under Luxembourg law, the Managing Shareholder and other officers of the Company, as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with Articles 9.3 and 9.4 of these Articles of Association, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for where set out in the PPM.

10.2 The Managing Shareholder is jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Company.

IV. General meetings of Shareholders

Art. 11. Powers and Voting rights.

11.1 The general meeting of Shareholders properly constituted represents the entire body of Shareholders of the Company.

11.2 It cannot order, adopt, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company without the consent of the Managing Shareholder; provided, that the Managing Shareholder shall consent to any decision or approval of the Shareholders or the Investor Committee made pursuant to the terms of the PPM.

11.3 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at general meetings.

11.4 Each Shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

Art. 12. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

12.1 The notice periods and proceedings as well as the discussion proceedings provided by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

12.2 Meetings of Shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

12.3 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

12.4 A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.5 Each Shareholder may also participate in any meeting of the Shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

12.6 Each Shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the Shareholders to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the Shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company will only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

12.7 Except as otherwise required by law or by these Articles of Association, and subject to Article 11.2, resolutions at a meeting of the Shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting, regardless of the proportion of the share capital represented at such meeting.

12.8 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of these Articles of Association shall not validly deliberate unless at least one-half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to these Articles of Association. If this quorum is not reached, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by these Articles of Association, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen

days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial C, and in two Luxembourg newspapers and by providing written notice to each Shareholder at least 15 days before the meeting. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast (excluding the votes of any Class B Shareholder). Notwithstanding the before, any amendments to these Articles of Association require the prior approval by the CSSF and to the extent that any proposed amendment would have a material adverse effect on the rights of any Class A Shareholder, the prior approval of such Class A Shareholder.

12.9 The nationality of the Company may be changed, its SICAR status may be abandoned and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders. The change of the nationality and abandon of the SICAR status can only be made with prior approval of the CSSF.

V. Supervision - Annual accounts - Distributions and allocation of profits

Art. 13. Auditor.

13.1 The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be audited by an Independent Auditor, chosen from the list of approved auditors held by the CSSF who shall be appointed by the Managing Shareholder and who shall carry out the duties prescribed by the SICAR Law. The mechanics relating to the appointment of a replacement Independent Auditor are set out in the PPM.

13.2 The Independent Auditor shall, among other duties, promptly notify the CSSF of any fact or decision of which the Independent Auditor has become aware while carrying out the audit of the accounting information contained in the annual report of the Company or any other legal issue concerning the Company, where such fact or decision is liable to constitute a material breach of the SICAR Law or the regulations adopted for its execution, or affect the continuous functioning of the Company, or lead to a refusal to certify the accounts or to the expression of reservations thereon.

13.3 The Independent Auditor has extensive duties of informing and notifying the CSSF that may require the Approved statutory Auditor to exercise control over one or several particular aspects of the activities and operations of the Company, at the Company's expense.

Art. 14. Accounting Year and Annual general meeting.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first (1st) of January of each year and end on the thirty-first (31st) of December of the same year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the Managing Shareholder must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the manager(s), and auditor(s) of the Company.

14.3 The annual general meeting of the Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, on the last Wednesday of March at midday. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.4 The annual general meeting of the Shareholders of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Managing Shareholder, exceptional circumstances so require.

Art. 15. Distributions and allocation of profits.

15.1 No distributions will be made unless there is sufficient cash available, or (except as part of the liquidation of the Company) if the capital of the Company would as a consequence of the distribution fall below the legal minimum EUR 1,000,000.- (as required by the SICAR Law).

15.2 Distributions and allocation of profits will be made as follows.

Step 1 - Initial allocation between Share Classes

Allocations of profits and losses of the Company shall be made by the Managing Shareholder in accordance with the principles set out in relation to distributions in the Private Placement Memorandum.

Step 2 - Distributions in relation to the various Share Classes

The amounts allocated between the various Share classes shall then be distributed in accordance with the Private Placement Memorandum.

Art. 16. Redemption of Shares. There will generally be no redemption at the initiative of the Shareholders, except as explicitly provided otherwise in the Articles. The Managing Shareholder may, cause the Company to however acquire and redeem its own Shares, for example with a view to effect distributions or a return of capital in compliance with the terms of the Articles and subject the limits set forth by the Companies Act and the SICAR Law. Such redemption is, however, currently not anticipated and, in case it is made, shall be made in accordance with the procedures set out in the Companies Act.

Notwithstanding the above, in case a Shareholder would lose its status of Well-Informed Investor, the Managing Shareholder will automatically and immediately cause the repurchase of the Shares of such Shareholder by the Company without approval from the Shareholder. The purchase price of the repurchased Shares will be determined on the basis of the Net Asset Value of the Company discounted by 50% or where the loss of status is solely as a result of a change in the SICAR Law discounted by 25% and the purchase price will be paid within 3 months following the repurchase.

Art. 17. NAV Calculation.

17.1 The “Net Asset Value” of the Company is equal to the fair value of the total assets of the Company less the value of the total liabilities of the Company including accounting profits adjusted for items that do not contribute to fair value (such as post balance sheet events, or deferred amounts that will not materialise) as well as any other adjustments necessary to determine the Net Asset Value in accordance with Luxembourg GAAP.

17.2 The assets of the Company shall include (without limitation):

- (a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (c) all shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices and being understood that derivatives are only used to hedge interest rate and currency fluctuations);
- (d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions received by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- (e) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and
- (g) all other assets of any nature including expenses paid in advance.

17.3 The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- (a) all loans, bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- (c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, custodian fees and any other agents' fees);
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- (e) an appropriate provision for future taxation, if any, based on capital and income on the accounting date, and other reserves (if any) authorized and approved by the Managing Shareholder as well as such amount (if any) as the Managing Shareholder may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company; and
- (f) all other liabilities of the Company of whatsoever nature assessed in accordance with Lux GAAP. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for annual or other periods.

17.4 All valuations shall be made on the basis of the fair value. Such value shall be determined as follows:

- (a) units, shares, stocks or equity shares will be valued in accordance with valuation principles consistent with the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (the “IPEV Guidelines”) as amended from time to time, supported by, amongst others, the EVCA, provided that if the EVCA at any future date does not recommend the use of the IPEV Guidelines, valuation shall be determined following such alternative guidelines as the EVCA shall then approve from time to time and provided further that when evaluating any assets which are held subject to any restriction on transfer or sales, such assets shall be valued at a reasonable discount;
- (b) the value of assets denominated in a currency other than USD shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the Net Asset Value; and
- (c) liquid assets comprising cash, treasury bonds and regularly traded money market instruments will be valued at their market value with interest accrued.

17.5 The Managing Shareholder may apply other fair valuation principles for the assets of the Company to the extent that, in its reasonable discretion, this is justified by circumstances or market conditions subject to such other fair valuation principles being applied on a consistent basis.

17.6 The Managing Shareholder will ensure, in accordance with the administrative agent, the Net Asset Value is calculated at least annually and as of such dates as is required by law (including, in particular, the SICAR Law) or determined by the Managing Shareholder (each such date being a “Valuation Day”). If, after a Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the Investments of the Company are dealt or quoted, or if events or new information is brought to the knowledge of the Managing Shareholder which imply that a portion or a substantial portion of the Company’s assets should be revalued, the Managing Shareholder may, in order to safeguard the Shares of the Shareholders and the Company, carry out another valuation prior to the next Valuation Day which shall then replace the prior valuation.

17.7 The Net Asset Value per Share on any Valuation Day equals the total Net Asset Value of the Company divided by the total number of Shares on that Valuation Day.

17.8 In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Managing Shareholder or by the administrative agent, shall be final and binding on the Company and on present, past or future Shareholders, subject to the yearend audit by the auditor of the Company (réviseur d'entreprises agréé).

17.9 The Managing Shareholder may suspend the calculation of the Net Asset Value for:

(a) any period when, in the reasonable opinion of the Managing Shareholder, a fair valuation of the assets of the Company is not practicable for reasons beyond the control of the Company; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Company would be impractical.

17.10 All Shareholders will be promptly informed of such a suspension by the Managing Shareholder.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be Shareholders, appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders, which will determine their powers and remuneration (all subject to approval by the CSSF in accordance with the SICAR Law). Unless otherwise provided for in the resolution of the Shareholders or by Companies Act or the SICAR Law, the liquidators shall realise the assets and payments of the liabilities of the Company on the best terms it reasonably believes available having been provided a reasonable amount of time to finalise the process.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the Shareholders in accordance with the Private Placement Memorandum.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Companies Act and to any agreement which may be entered into among the Shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

In the event of any conflict or ambiguity between this Articles of Association and the Private Placement Memorandum, the terms of the Private Placement Memorandum shall prevail.

VIII. Definitions

A Shares	the A Shares in the capital of the Company
Articles of Association	the articles of association of the Company as amended from time to time
Associate	any corporation or undertaking which in relation to the person concerned is a holding company or parent undertaking or a subsidiary of any such holding company or undertaking or any partnership which is a subsidiary undertaking of the person concerned or of any such holding company, provided however that a Portfolio Company shall not be deemed to be an Associate of the Managing Shareholder by reason only of an Investment by the Company in such Portfolio Company and, for the avoidance of doubt, the Investment Advisers and their Associates shall be deemed to be Associates of the Managing Shareholder
B Shares	the B Shares in the capital of the Company
Business Day	a day (not being a Saturday or Sunday or a public holiday) on which banks are generally open for non-automated business in Luxembourg
CSSF	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority of the financial sector
Commitment	in relation to a Shareholder, the amount committed by it to the Company (and accepted by the Managing Shareholder), whether or not such amount has been advanced in whole or in part and whether or not it has been repaid to the Shareholder in whole or in part.
Companies Act	the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and supplemented
Defaulting Shareholder	the meaning given in Article 7.8
Default Notification	the meaning given in Article 7.8
Drawdown	in relation to a Shareholder, that tranche of its Commitment which it advances to the Company
Euro or €	the currency used within the European Monetary System which is used as the reference accounting unit of the Company
Final Closing Date	the latest to occur of: (a) the date upon which the last Shareholder is admitted to the Company; or (b) the last date on which an existing Shareholder increases the amount of its Commitment,

	provided however that such date shall not be any later than 6 months after the First Closing Date;
First Closing Date	the date on which Shareholders are first admitted to the Company such that total commitments are equal to or exceed €100m
Independent Auditor	the réviseur d'entreprise agréé of the Company appointed in accordance with the SICAR Law
Investment	an investment or investments acquired by the Company (either directly or indirectly) including but not limited to shares, debentures, convertible loan stock, options, warrants or other securities and loans (whether secured or unsecured) made to any corporate or other entity
Investor Committee	a committee comprising, amongst others, representatives of certain Shareholders in the Company as described in the PPM
IPEV Guidelines	the meaning given in Article 17
Net Asset Value	the meaning given in Article 17
Person	any individual, corporation, partnership, limited liability company, joint-stock company, association, unincorporated organization or other entity
Portfolio Company	any corporate, partnership or other entity in respect of which the Company holds Investments
Private Placement Memorandum or PPM	the private placement memorandum relating to the Company, setting out details about the Company and its governance
Share Capital	the share capital of the Company from time to time
Shares	any shares of the Company
Shareholder	a holder of Shares in the Company
SICAR Law	the Luxembourg law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital (SICAR), as amended
Well-Informed Investor	an investor as defined in Article 2 of the SICAR Law
Valuation Day	the meaning given in Article 17

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2014.
2. The first annual general meeting of shareholders will be held in 2015.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the following shares in the Company:

1) Xenon Private Equity	1 management share
2) XI S.A.	30,999 class B ordinary shares
Total:	31,000 shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is from now on at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand three hundred euros (EUR 2,300.-).

General meeting of the shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolutions:

1. that there be appointed as Independent Auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a term expiring at the annual general meeting in 2015:

Deloitte Audit, with registered office at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, R.C.S. Luxembourg B 67895.

2. The registered office of the Company is fixed at L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 3 (1) of the SICAR Law.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: Clarke, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34226. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120444/447.

(140137487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Arapora Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.055.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third day of July.

Before the undersigned, Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Orangefield (Luxembourg) S.A., a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under registration number B 28.967 and having its registered address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Corinne PETIT, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg, on 18th July 2014,

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Araporã Finance S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular invest in or otherwise acquire or dispose of, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, notes, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and derivatives including, but not limited to, swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or

not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of public or private company, entity or other legal person. It may participate in the creation, development, management and control of any public or private company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies, including direct or indirect subsidiaries of its shareholder(s) or companies that are part of the same group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1. The share capital is set at fifty thousand United States dollars (USD 50,000), represented by fifty thousand (50,000) registered shares having a nominal value of one United States dollar (USD 1.00) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting may determine the terms and conditions of such increase or decrease in share capital.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of shares shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by any shareholder on request. Each shareholder will notify the Company by registered letter of any change of such shareholder's address and the Company will be entitled to rely on the last address so communicated. Ownership of registered shares will result from the recordings in such register of shares.

6.4. A share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or
- (ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of Directors.

7.1. Composition of the board of directors

(i) Subject to Article 8, the Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint one or several class A directors and one or several class B directors.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties and to act in the name and on the behalf of the legal entity. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the

joint and several liability of the legal entity which it represents. Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(v) If the office of a director becomes vacant, the remaining directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

(vi) Even after the expiration of a director's term of office, such director shall not disclose Company information that may be detrimental to Company interests unless otherwise required by law.

7.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board may appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

(iv) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings. The chairperson will preside at all meetings of the Board. In his or her absence, the remaining directors, by simple majority vote, may appoint another director as chairperson pro tempore.

(ii) The Board shall meet at the request of any one (1) director, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may act at any Board meeting by appointing in writing another Director as his/her representative.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that (i) if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, at least one (1) class A director and one (1) class B director votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote, except if the Board is composed of one or several class A directors and one or several class B directors. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to simultaneously identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Written resolutions passed by circular means and transmitted by cable, facsimile, e-mail or any other similar means, which are signed by all the directors, shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature. Such written resolutions may be signed in a single document or in counterparts.

7.4. Conflicts of Interest

(i) No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more of the directors, managers, associates, members, officers or employees of the Company has an interest in, or is a director, manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not solely, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

(ii) Notwithstanding the above, a director who has an interest in any transaction to which the Company is a party (other than such transactions carried out in the ordinary course of business) which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement regarding such director's interest recorded in the minutes of the relevant Board meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning such

transaction. A special report on the relevant transaction and such director's interest therein shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution at such General Meeting.

7.5. Representation of the Company

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors or, if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, by the joint signature of any class A director and any class B director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 8. Sole director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a sole director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder;

(ii) if the Company is managed by a sole director, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of such sole director; the Company shall also be bound towards third parties by the single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the sole director; and

(iii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to arms-length transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 9. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

Directors, past and present, shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by Luxembourg law against liability and all expenses reasonably incurred or paid by a director in connection with any losses or liabilities, claim, action, suit or proceeding in which it is involved by virtue of his being or having been a director of the Company and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof, except for such action, suit or proceeding in relation to matters for which such director shall be held liable for fraudulent gross negligence (*faute dolosive*) or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters in respect of which the Company has been advised by its legal counsel that such director did not commit a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the relevant director may be entitled.

IV. Shareholders

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1. Annual General Meeting

The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of August of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

10.2. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

10.3. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board, statutory auditor(s), or at the written request of Shareholders representing at least one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held on the date and at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), to represent such shareholder by proxy at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may, if so offered by the Company, participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to simultaneously

identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the form (formulaire) provided by the Company for that purpose. Such voting form must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office no later than 6:00 p.m., on the business day immediately preceding the day on which the general meeting is held. Only voting forms received prior to the aforementioned deadline shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered null and void. Voting forms that are not duly executed by the relevant shareholder or his/her authorized representative shall be considered null and void.

(viii) Except as otherwise required by Law or these Articles, all resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of share capital present or represented at the General Meeting.

(ix) Any General Meeting shall be presided by the Chairman of the Board, or, in his absence, any other person appointed by Shareholders at such General Meeting.

(x) For any resolution the purpose of which is to amend the present Articles or the Company's object or form, or for any resolution the adoption of which is subject by virtue of these Articles or the Law, as the case may be, the quorum shall be at least one-half of the share capital represented at an extraordinary General Meeting. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(xi) Any change in the nationality (This is the term used in the law and should be replicated in the articles) of the Company and any increase in a shareholder's participation in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

10.4. Minutes of Shareholders Resolutions

Minutes of the written decisions at the General Meeting shall be drawn up and signed by the bureau of the General Meeting (composed of the Chairman, secretary and scrutineer) and by the shareholders who request to do so. (This is as provided for in the law)

Art. 11. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing and signed by the sole shareholder.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of April and ends on the thirty-first (31) of March of the following year.

12.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditors to the Company. Each shareholder or his/her representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided by law.

12.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditors shall then prepare a report setting out their proposals.

Art. 13. Auditors.

13.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

13.2. When so required by law or desired by the Company, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

13.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires) or external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as the case may be, and determine their number and remuneration and the term of their appointment. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 14. Allocation of profits and interim dividends.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date that such interim accounts were drawn, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution and liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31) of March 2015. The first annual general meeting will be held in 2015.

Subscription and payment

Orangefield (Luxembourg) S.A. represented as stated above, subscribes for fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.00) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of fifty thousand United States dollars (USD 50,000).

The amount of fifty thousand United States dollars (USD 50,000) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1.500.-).

The amount of fifty thousand United States dollars (USD 50,000) corresponds to the amount of thirty-seven thousand one hundred thirty-six Euro and seventy-six Eurocent (EUR 37,136.76) according to the exchange rate published on XE.COM on July 23rd, 2014.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following person is appointed as class A director of the Company for a period of two (2) years ending with the annual general meeting to be held in 2016:

(i) Gilles Jacquet, company director, born on 07 February 1964, in Saint-Mard, Belgium, having his professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as class B directors of the Company for a period of two (2) years ending with the annual general meeting to be held in 2016:

(i) Pieter van Nugteren, company director, born on 19 April 1966, in Meppel, Netherlands, having his professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) Jérémy Lequeux, private employee, born on 17 July 1981, in Virton, Belgium, having his professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. CO-VENTURES S.A., a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under registration number B 48.838 and having its registered address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is appointed as statutory auditor (commisaire) of the Company for a period of two (2) years ending with the annual general meeting to be held in 2016.

4. The registered office of the Company is located at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences, the English text prevails.

WHEREOF this deed is drawn up in place, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour de juillet,

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Orangefield (Luxembourg) S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 28.967 et dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 18 juillet 2014,

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Le nom de la société est "Araporã Finance S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment investir dans ou acquérir ou aliéner, par souscription, achat et échange ou de toute autre manière, tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, billets, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et instruments dérivés y compris, mais sans se limiter à, des échanges, et toute combinaison de ce qui précède, dans chaque cas facilement

négociables ou non, et des obligations (y compris mais sans se limiter à des obligations synthétiques) dans tout type de société publique ou privée, entité ou autre personne morale. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise publique ou privée. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés, y compris des filiales directes ou indirectes de son ou ses actionnaires ou des sociétés faisant partie du même groupe de sociétés auquel la Société appartient. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital Social.

5.1. Le capital social est fixé à cinquante mille dollars américains (USD 50.000), représenté par cinquante mille (50.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,00) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale peut déterminer les termes et conditions d'une telle augmentation ou réduction de capital social.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.2. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

6.3. Un registre des actions est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire. Chaque actionnaire notifiera la Société par lettre recommandée de tout changement d'adresse de ce même actionnaire et la Société sera autorisée à se fonder sur l'adresse ainsi communiquée. La propriété d'actions nominatives résultera de l'enregistrement dans ce registre des actions.

6.4. Une cession d'action(s) s'opère par la mention dans le registre des actions d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(v) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(vi) par un quelconque mandataire de la Société,

suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5. Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve du transfert d'actions.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'Administration.

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) Sous réserve de l'article 8, la Société est gérée par le Conseil composé d'au moins trois (3) membres. Les administrateurs ne sont pas nécessairement actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent pas être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. L'Assemblée Générale peut décider de nommer un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui la représente dans sa mission d'administrateur et agit au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom propre et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(v) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

(vi) Même après l'expiration du mandat d'un administrateur, celui-ci ne divulguera pas des informations relatives à la Société qui pourraient nuire aux intérêts de la Société à moins que la loi ne l'exige.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut nommer un ou plusieurs comités consultatifs et détermine leur composition et leur objet.

(iv) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale. Le président présidera toutes les réunions du Conseil. En son absence, les administrateurs restants, par vote à la majorité simple, peuvent nommer un autre administrateur en tant que président pro tempore.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation de un (1) administrateur au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut agir à toute réunion du Conseil en nommant par écrit un autre Administrateur comme son mandataire.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à condition que (i) si l'Assemblée Générale a nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B, au moins un (1) administrateur de classe A et un (1) administrateur de classe B vote en faveur de la décision. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix, sauf si le Conseil se compose d'un ou de plusieurs administrateurs de classe A et d'un ou de plusieurs administrateurs de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de simultanément s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions écrites adoptées par voie de circulaires et transmises par câble, facsimilé, courriel ou tout autre moyen similaire, et signées par tous les administrateurs, sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature. De telles résolutions écrites peuvent être signées dans un même document ou dans des documents séparés.

7.4. Conflits d'Intérêts

(i) Nul contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou firme ne sera affecté ou invalidé par le seul fait qu'un ou plusieurs administrateurs, gérants, associés, membres, dirigeants ou employés de la Société ait un intérêt dans, ou soit un administrateur, gérant, associé, membre, dirigeant ou employé de cette autre société ou firme. Sauf stipulation contraire ci-dessous, tout Administrateur ou dirigeant de la Société qui exerce des fonctions d'administrateur,

associé, dirigeant ou employé dans toute société ou firme avec laquelle la Société doit conclure ou mener des affaires, ne devrait pas, du seul fait de son affiliation avec une telle autre société ou firme, être automatiquement empêché de proposer et voter ou agir pour tout sujet relatif à un tel contrat ou une autre affaire.

(ii) Nonobstant ce qui précède, tout administrateur qui a un intérêt dans toute transaction à laquelle la Société est partie (autre que les transactions menées dans l'exercice normal des activités) qui est incompatible avec les intérêts de la Société est tenu d'en avertir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration relative à l'intérêt de cet administrateur au procès-verbal de la réunion du Conseil concernée. L'administrateur en cause ne peut prendre part aux délibérations concernant cette transaction. Un rapport spécial relatif à la transaction concernée et à l'intérêt de l'administrateur dans celle-ci est soumis aux actionnaires avant tout vote et autre résolution, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.5. Représentation de la Société

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs ou, si l'Assemblée Générale a nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B par les signatures conjointes d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire;

(ii) si la Société est gérée par un administrateur unique, la Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature de cet administrateur unique; la Société est également engagée envers les tiers par la seule signature de toute personne (s) à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par l'administrateur unique; et

(iii) toute référence dans les Statuts au Conseil, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société doivent être mentionnées dans des procès-verbaux si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé. Ceci ne s'applique pas dans le cadre de transactions courantes conclues dans des conditions normales dans le cours normal de ses activités.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

Les Administrateurs, anciens et actuels, sont indemnisés par la Société dans toute la mesure permise par la loi luxembourgeoise pour toute responsabilité et toutes les dépenses raisonnables engagés ou payés par un administrateur dans le cadre de toute perte ou passifs, réclamation, action, poursuite ou procédure dans laquelle il est impliqué, résultant du fait d'être ou d'avoir été un administrateur de la Société et les sommes payées ou engagées par lui dans le règlement de celle-ci, excepté pour des actions, poursuites ou procédures en relation avec des questions pour lesquelles cet administrateur peut être tenu responsable pour faute dolosive ou faute grave. Dans le cas d'un règlement, l'indemnisation ne doit être faite que pour les questions à l'égard desquelles la Société a été informée par son conseiller juridique que cet administrateur n'a pas commis une violation de ses obligations. Ce droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits auquel le directeur concerné peut prétendre.

IV. Actionnaires

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. Assemblée Générale Annuelle L'Assemblée Générale annuelle se tient au siège social ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social, tel que spécifié dans la convocation, le second lundi d'août de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le jour ouvré suivant.

10.2. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

10.3. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil, du ou des commissaires ou sur demande écrite des Actionnaires représentant au moins un dixième (1/10) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu, à la date et à l'heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui peut ne pas être un actionnaire) afin de le représenter cet actionnaire par procuration à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut participer, si la Société lui en offre la possibilité, à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler simultanément. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen du formulaire de vote fournis par la Société à cet effet. Ce formulaire de vote doit indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société au plus tard à 18 heures, le jour ouvré précédant immédiatement le jour auquel l'assemblée générale est tenue. Pour le calcul du quorum de l'assemblée, seuls les formulaires de vote reçus avant la date limite mentionnée ci-dessus sont pris en compte. Les formulaires de vote qui n'indiquent ni une intention de vote ni une abstention sont considérés comme nuls. Les formulaires de vote qui ne sont pas dûment exécutés par les actionnaires concernés ou son représentant autorisé sont considérés comme nuls.

(viii) Sauf stipulation contraire de la Loi ou des présents statuts, toutes les résolutions à adopter aux Assemblées Générales le sont à la majorité simple des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion du capital social présent ou représenté à l'Assemblée Générale.

(ix) Toute Assemblée Générale est présidée par le président du Conseil, ou, en son absence, toute autre personne nommée par les actionnaires à la dite Assemblée Générale.

(x) Pour toute résolution dont l'objet est la modification des présents Statuts ou de l'objet ou de la forme de la Société, ou pour toute résolution dont l'adoption est soumise en vertu des présents Statuts ou de la Loi, le cas échéant, le quorum sera d'au moins la moitié du capital social représenté à une Assemblée Générale extraordinaire. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(xi) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

10.4. Procès-verbaux des Résolutions des Actionnaires

Les procès-verbaux des décisions écrites prises à l'Assemblée Générale sont rédigés et signés par le bureau de l'Assemblée Générale (composé du Président, du secrétaire et du scrutateur) et par les actionnaires qui le demandent.

Art. 11. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

- (i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et
- (iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit et signées par l'actionnaire unique.

V. Comptes Annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) avril et se termine le trente et un (31) mars de l'année suivante.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la Société. Chaque actionnaire ou son représentant peut revoir les comptes annuels au siège social de la Société comme il est stipulé dans la loi.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires. Les commissaires préparent ensuite un rapport contenant leurs propositions.

Art. 13. Commissaires /Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert ou que la Société le désire.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires ou réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le mandat des commissaires ne peut pas dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 14. Affectation des bénéfices et des Dividendes Intérimaires.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;;

(iii) le Conseil doit décider de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle ces comptes intérimaires ont été produits; et

(iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution et liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation, s'il y en a un, résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, y compris les impôts et dépenses relatives à la procédure de liquidation, est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 mars 2015.

La première assemblée général ordinaire aura lieu en 2015.

Souscription et libération

Orangefield (Luxembourg) S.A., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinquante mille (50.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,00) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinquante mille dollars américains (USD 50.000).

Le montant de cinquante mille dollars américains (USD 50.000) est à la disposition de la Société et la preuve de ce montant a été apportée au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

La somme de cinquante mille dollars américains (USD 50.000) correspond à la somme de trente-sept mille cent trente-six Euros et soixante-seize Eurocent (EUR 37,136.76) conformément au taux de change publié sur XE.COM en date du 23 juillet 2014.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a adopté les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité d'administrateur de classe A de la Société pour une durée de deux (2) ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2016:

(i) Gilles Jacquet, administrateur de société, né le 7 février 1964, à Saint-Mard, Belgique, dont l'adresse professionnelle se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs de classe B de la Société pour une durée de deux (2) ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2016:

(i) Pieter van Nugteren, administrateur de société, né le 19 avril 1966, à Meppel, Pays-Bas, dont l'adresse professionnelle se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

(ii) Jérémy Lequeux, employé privé, né le 17 juillet 1981, à Virton, Belgique, dont l'adresse professionnelle se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. CO-VENTURES S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.838 et dont le siège social se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg est nommé commissaire de la Société pour une durée de deux (2) ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2016.

4. Le siège social de la Société est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juillet 2014. LAC/2014/35178. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014123891/685.

(140138262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Mary H S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 182, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 120.653.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108710/10.

(140129880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

**O'Key Group S.A., Société Anonyme,
(anc. Dorinda Holding S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 80.533.

Les comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014108772/13.

(140129772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Luxma Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 74.073.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108669/9.

(140130160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Nels Natursteine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6581 Rosport, 9, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 162.384.

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Den einundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Frau Beate HERMES-KOSANKE, Bankkauffrau, wohnhaft in D-54634 Bitburg, Franz-Mecker-Strasse, 9.

Welche Komparentin hier vertreten ist durch Frau Mariette SCHOU, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 15. Juli 2014,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Bevollmächtigte und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin dem unterzeichneten Notar erklärte, dass sie die alleinige Anteilhaberin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Nels Natursteine S.à r.l. ist, mit Sitz in L-5450 Stadtbredimus, 6, Pierre Risch Strooss, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 162.384 (NIN 2011 2427 237).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 15. Juli 2011, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2104 vom 9. September 2011 und deren Statuten abgeändert wurden zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 5. August 2013, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2496 vom 8. Oktober 2013.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je ein hundert fünfundzwanzig Euro (€ 125.-), alle zugeteilt Frau Beate HERMES-KOSANKE, vorgenannt.

Alsdann ersuchte die Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst den Sitz der Gesellschaft von Stadtbredimus nach Rosport zu verlegen, und demgemäss den ersten Absatz von Artikel 3 der Statuten abzuändern wie folgt:

Art. 3. (Absatz 1). Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Rosport.*Zweiter Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin legt die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6581 Rosport, 9, rue Neuve.

WORÜBER URKUNDE Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 21 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1358. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 23. Juli 2014.

Référence de publication: 2014108744/43.

(140129844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.